

Nom de la source	Mardi 16 juin 2026
La Provence	La Provence
Type de source	
Presse • Journaux	• p. 31
Périodicité	• 931 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Interview
Régionale	
Provenance	
Marseille, Provence-Alpes-	
Côte-d'Azur, France	

Face au feu, l'illusoire sentiment de sécurité des urbains

Propos recueillis par Delphine TINGOT dtanguy laprovence.com

Le changement climatique mais aussi l'extension des villes font flamber le risque feu. Un collectif de chercheurs du CNRS a passé au tamis plus d'un millier d'études menées à travers le monde pour y trouver des pistes de résilience.

Plus d'un millier d'études, un collectif de 17 scientifiques (spécialistes des sciences du climat, de l'écologie, de la physique, des sciences humaines et sociales, de la géographie, de la psychologie ou de l'économie) pour en faire la synthèse : c'est ce travail monumental qu'a copiloté Christine Bouisset, maître de conférences en géographie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (laboratoire SET, UMR 5603, CNRS) pour établir un état des lieux de nos connaissances sur le risque de feux de végétation en lisière des villes. Un péril accru par le changement climatique.

Quand on pense feux de végétation, on imagine les espaces naturels, la forêt, la garrigue etc. Pourtant, votre travail invite à déplacer le regard vers les villes. Aujourd'hui en France, 70 % des départs d'incendie se produisent dans ces zones de rencontre entre la nature et la ville et sont pour la plupart liés à des activités humaines (accidents, imprudences). Ces secteurs sont aussi particulièrement vulnérables car s'y concen-

trent bien sûr les vies humaines et les biens matériels. Cela n'a pas toujours été le cas : autrefois, vous aviez autour des villes des ceintures agricoles protectrices, au-delà desquelles commençaient les espaces naturels. Le déclin de l'agriculture, mais aussi le développement de l'habitat pavillonnaire, ont rapproché la ville de la nature. Et fait flamber le risque, que ce soit à l'Estaque ou à Los Angeles... Absolument. On considère d'ailleurs que ce qui arrive déjà aux États-Unis, et particulièrement en Californie, avec la croissance des villes, une végétation de type méditerranéen, nous donne une idée de ce qui va se passer dans les prochaines décennies en France : des incendies plus intenses, plus violents, plus rapides et destructeurs. Ce sont des mécanismes nouveaux, auxquels les services de secours n'ont pas l'habitude d'être confrontés. C'est-à-dire ? Les années 1970-1980 avaient été caractérisées par des feux très importants qui ont occasionné une nouvelle doctrine de gestion du risque : l'attaque précoce des feux, avec des moyens massifs. Depuis les années 90,



Juillet 2025, un incendie se déclare sur la commune des Pennes-Mirabeau, à la lisière de la ville de Marseille, d'une violence et d'une vitesse de propagation inédites.
. / photo archives Nicolas VALLAURI

elle était efficace. Mais les nouvelles conditions climatiques comme l'étalement urbain font que ce dispositif sera de plus en plus fréquemment dépassé : il faut donc absolument reconsidérer notre manière d'aborder le problème et de le gérer parce que les moyens actuels et la doctrine actuelle ne pourront plus faire face. Le temps est venu de cesser de croire que les pompiers pourront toujours nous sauver, c'est ça ? La responsabilité de la gestion du risque ne peut pas reposer sur les seuls pompiers. Même s'il est indispensable de renforcer leurs moyens d'action, c'est illusoire de penser qu'en achetant trois avions, on réglerait le problème ! Les études scien-

tifiques nous montrent que désormais, gérer le risque feu suppose d'agir sur tous les leviers disponibles et pas seulement au moment de la lutte. La participation des citoyens à cette prévention est indispensable. Que recouvre cette implication ? La prévention, ce n'est pas seulement respecter les obligations de débroussaillage mais donner aux gens les moyens de compréhension de ce qui se joue autour d'eux et de se protéger, parce que les secours n'arriveront pas toujours à temps. Les gens doivent se doter de plans d'évacuation : savoir par où évacuer si le feu vient de tel ou tel endroit, savoir s'il faut ou non partir en voiture, dans quelle pièce se réfugier dans sa maison, etc. Ce sont des réflexes, des gestes qui sauvent, qui évitent la panique et ses conséquences comme on l'a vu encore une fois chez vous, à l'Estaque. Ce sont les autorités qui doivent changer leur façon de communiquer ? Ce que les travaux scientifiques nous apprennent, c'est que les modes de communication classiques qu'on appelle "descendants", par les médias, des brochures, etc., ont un effet limité. Ce qui change les choses, c'est une pédagogie de proximité, adaptée aux spécificités hyper locales d'un secteur : il faut que des humains (des pompiers, des forestiers, des agents municipaux) viennent voir les gens chez eux pour leur apprendre à se protéger. On parle de responsabilité individuelle des citoyens, mais celle des aménageurs, des élus est elle aussi majeure, non ? Absolument ! Tous ceux qui fabriquent la ville, qui continuent à lui permettre de s'étendre, ont un besoin impératif de formation et de compréhension de ce qui se joue. Quelle activité acceptons-nous de créer ou de maintenir en zone à risque, comment construire afin que les bâtiments soient plus résistants au feu, que notre

réseau routier permette des évacuations ? À Marseille, la gestion opérationnelle du feu de l'Estaque a entraîné des polémiques toujours vives. Les leçons de ce drame ont-elles été tirées ? Il est trop tôt pour répondre à cette question, mais ce que l'on sait, c'est que les politiques de gestion des risques se construisent toujours sur le retour d'expérience : on tire des leçons de ce qui n'a pas fonctionné, ou pas. Et on fait en sorte d'améliorer ce qui peut l'être.

Illustration(s) :



La géographe Christine Bouisset..

/ Photo DR



Cliquer sur l'image

pour visionner la vidéo qui illustre l'article
publié sur le site de *La Provence*
(réservé aux abonnés)